



Histoire de l'éducation

120 | 2008

Le cours magistral XV^e-XX^e siècles

GRANDIÈRE (Marcel), *La formation des maîtres en France, 1792-1914*

Lyon : INRP, 2006. 221 p.

Gilbert Nicolas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1922>

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2008

Pagination : 163-166

ISBN : 978-2-7342-1132-7

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Gilbert Nicolas, « GRANDIÈRE (Marcel), *La formation des maîtres en France, 1792-1914* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 120 | 2008, mis en ligne le 02 juin 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1922>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

GRANDIÈRE (Marcel), La formation des maîtres en France, 1792-1914

Lyon : INRP, 2006. 221 p.

Gilbert Nicolas

RÉFÉRENCE

GRANDIÈRE (Marcel), *La formation des maîtres en France, 1792-1914*, Lyon : INRP, 2006. 221 p.

- 1 Fruit d'un travail d'équipe, l'ouvrage de Marcel Grandière constitue une nouvelle synthèse de l'histoire de la formation des maîtres, de la Révolution française à la Première Guerre mondiale. Respectant une chronologie classique, il se compose de trois parties équilibrées. Dès l'introduction, le lecteur est fixé sur la vocation de ce travail qui privilégie l'histoire « par en haut », s'appuyant sur un corpus de plus de 220 textes officiels¹ et sur toute une littérature pédagogique.
- 2 Dans la première partie de l'ouvrage, intitulée « Former des maîtres : une affaire d'État ? », l'auteur rappelle que l'idée de créer des écoles normales sur le modèle germanique fait son chemin à partir de 1792. La fâcheuse expérience de l'école normale de l'An III témoigne de la difficulté de concilier l'idée d'uniformité nationale avec la prise en compte des administrations locales. Sans négliger la politique du Directoire, l'auteur montre bien que c'est par l'initiative locale que le modèle allemand des séminaires de maîtres s'installe en France, et tout naturellement en Alsace, témoin le premier essai réussi de Strasbourg, en 1810. Cependant, le retour des frères des Écoles chrétiennes au cours de l'époque impériale, et leur rôle croissant dans le recrutement des maîtres du primaire au début de la Restauration, n'encouragent guère l'extension de l'expérience strasbourgeoise.
- 3 Avec l'ordonnance de février 1816, la législation royale autorise une certaine diversité de la formation des maîtres. Coexistent le modèle laïque de Strasbourg, la filière des congrégations enseignantes et les écoles modèles d'enseignement mutuel. Le retour des

libéraux au pouvoir, en 1828, marque une inflexion, accentuée, après la Révolution de Juillet, par la politique des doctrinaires et la loi Guizot de juin 1833. Entre 1829 et 1838, le nombre des écoles normales passe de 11 à 74. Avec un cursus de deux ans, codifié par le règlement de 1832, les écoles normales contribuent à la professionnalisation du métier, qui, à partir de 1832, est appuyée par un périodique national, le Manuel général de l'Instruction primaire, et par la mise sur pied d'un corps d'inspection des écoles (1835 et 1837).

- 4 La seconde partie, intitulée « Former des maîtres : craintes et nécessités », couvre la période 1840-1879, embrassant ainsi quatre régimes successifs. Si la rupture de 1840 est incontestable, marquant le début d'un raidissement du régime de Louis-Philippe, elle peut également être considérée comme l'aboutissement d'années de mécontentements et d'interrogations sur les écoles normales. Seize pages sont consacrées au moment-clé du concours de l'Académie des sciences morales, en 1838-1840, sur le rôle des écoles normales : exposé des dangers qui guettent celles-ci, remèdes proposés par le ministre Salvandy et le conseiller royal Ambroise Rendu. On peut cependant regretter que le long et alarmant rapport Rapet (1846) n'ait pas été évoqué avec plus de précision. En dépit de sa brièveté, la Seconde République voit se multiplier les critiques contre les écoles normales. Après l'évocation de la loi Falloux, un chapitre rappelle utilement leur renforcement sous le Second Empire. Marcel Grandière a raison de souligner que le retour en grâce des écoles normales ne date pas de 1866, mais des premières années de l'Empire autoritaire, préparant ainsi leur réhabilitation sous le ministère Duruy après que son prédécesseur, Gustave Rouland, aura consulté les instituteurs publics par un concours-enquête en décembre 1860. Les sept dernières pages de la deuxième partie, intitulées « 1870-1879 : sept ans pour rien », rappellent l'état d'esprit né de la défaite contre la Prusse et la prise de conscience du « retard français ». Si le regard sur l'étranger, en particulier sur l'espace germanique, est source d'inspiration, la formation des maîtres ne figure pas dans les préoccupations ministérielles. Pourtant, des initiatives locales et départementales permettent l'ouverture de dix écoles normales de filles, principalement au nord et à l'est de la France, ainsi qu'à Alger.
- 5 La troisième et dernière partie de l'ouvrage, « Former des maîtres pour la République (1878-1914) », s'interroge sur le contenu et la portée de la politique des républicains. À partir de 1879, les gouvernements utilisent la voie législative et réglementaire pour imposer les changements, le « principal creuset du corps des instituteurs » étant l'école normale départementale. L'institution est consolidée par la loi Paul-Bert de 1879, qui impose aux départements l'obligation de créer des écoles normales de filles, et par l'établissement, dans les années suivantes, de deux écoles normales supérieures chargées de former les professeurs des écoles normales. À partir de 41 textes recensés, l'auteur montre combien la mise en œuvre de la réforme de la formation des maîtres a été difficile, voire combien de contradictions ont opposé les principes affichés et les réalisations. Certes, les enseignants des écoles normales obtiennent le titre de « professeur », mais on se garde bien de recruter hors des rangs du primaire, les républicains ne remettant pas en question la hiérarchie des filières d'enseignement. Du côté des élèves, le souhait de recruter de futurs maîtres aux qualités intellectuelles incontestées se heurte au déficit des candidatures. Jules Ferry et ses collaborateurs souhaitent introduire un « air de liberté » dans les écoles normales et équilibrer les activités entre le travail intellectuel, les exercices physiques et les moments de repos. Mais l'arrêté du 3 août 1881, qui exige le brevet élémentaire à la fin de la première année

et consacre les deux années suivantes à la préparation du brevet supérieur, oblige à élaborer des emplois du temps de trente-cinq heures et plus. Le nombre et la richesse des matières enseignées sont indéniables. Pourtant, l'accumulation des savoirs se fait souvent au détriment du « penser par soi-même », tandis que le ministère doit reconnaître que l'abondance de cours théoriques nuit à la préparation professionnelle.

- 6 Les années 1882-1885 sont marquées par une série de débats et d'adaptations de la réforme de 1881 : enquêtes auprès des recteurs, congrès des directeurs et professeurs d'écoles normales en avril 1882, organisation, à partir de 1884, d'une consultation sur la question des brevets, mise sur pied, en 1885, d'une commission de révision des programmes. Ces mesures débouchent sur la loi du 30 octobre 1886 et ses décrets et arrêtés d'application, dont le bilan est dressé aux pages 165 et 166. Le brevet élémentaire est désormais exigé à l'entrée de la formation. Si les réformes de la décennie 1880-1890 sont essentielles, elles ne font pas disparaître toutes les difficultés ou ambiguïtés des écoles normales françaises. Les vingt dernières pages de l'ouvrage reviennent sur quelques problèmes majeurs de la formation normalienne entre 1887 et 1914. Le « péril primaire », dont parlent les députés dans les années 1890, se traduit d'abord par une crise des vocations, perceptible à partir de 1888. Aux restrictions budgétaires de 1895 s'ajoutent les critiques à l'égard de l'encyclopédisme des programmes et de la faiblesse de la formation professionnelle. La réforme de 1905, qui place l'acquisition du brevet supérieur à la fin de la deuxième année et consacre la troisième année à la formation directe au métier, ne fait pas cesser la déploration du bachotage des deux premières années, du sacrifice des matières accessoires (musique, agriculture, dessin ou couture pour les filles). La culture normalienne est donc imparfaite et les écoles normales ne constituent que l'une des voies d'accès au corps des instituteurs, l'État s'attachant à entretenir une seconde voie pour les titulaires du brevet élémentaire. Si on excepte quelques redites dans la troisième partie (pages 160 et 167 par exemple), l'ouvrage, qui est doté d'un index thématique et onomastique, fournit des éclairages intéressants sur les permanences, les hésitations, voire les ruptures de la politique de formation des maîtres sur plus d'un siècle et sera utile à tous les chercheurs en histoire de l'éducation.

NOTES

1. Marcel Grandière, Rémi Paris, Daniel Galloyer, *La formation des maîtres en France, 1792-1914. Recueil de textes officiels*, Lyon, INRP, 2007.

AUTEURS

GILBERT NICOLAS